

Dossier « Education »



DOSSIER SPÉCIAL - DROIT À L'ÉDUCATION AU TCHAD

SOMMAIRE

Introduction Générale : petite Fiche d'identité du Tchad	3
Quelques éléments de contexte	3
Le Tchad, berceau de l'humanité ?	3
Géographie « le cœur mort de l'Afrique »	4
Une économie essentiellement primaire et dépendante du pétrole	4
La croissance démographique et l'urbanisation aggravent les inégalités	5
Les jeunes : les plus touchés par le chômage et le sous-emploi	6
Une nouvelle crise exogène : les problèmes sécuritaires dans les pays voisins.....	7
Des jeunes qui donnent de leurs voix !	7
Partie 1 - L'EDUCATION, clef pour un développement durable au Tchad	8
Introduction : Une nouvelle feuille de route universelle sur le développement durable pour 2030	8
Les enjeux du respect du droit à l'éducation au Tchad – RESUME	9
Un système éducatif très faible	9
La question de l'accès à l'éducation reste un enjeu crucial	10
La qualité de l'éducation est très médiocre	10



Partie 2 - APPROFONDIR les enjeux éducatifs au Tchad	12
Le problème de l'accès et de la généralisation du Droit à l'éducation à tous les enfants ...	12
Les filles moins scolarisées que les garçons.....	12
L'éducation, catalyseur des inégalités sociales et de résidence ?	13
Le cout et les conditions matérielles sont de vrais freins à l'instruction	13
Un manque d'infrastructures et de fournitures criant.....	13
La question de la qualité de l'éducation est également posée.....	14
Des enseignants peu qualifiés et peu formés.....	15
Une priorité nationale : l'alphabétisation des adultes	15
L'Education au cœur des tensions et des crises	16
Les conflits intercommunautaires et la question des réfugiés : l'éducation au service de la paix ?	16
le Tchad, parmi les pays qui ont enregistré les plus forts progrès vers la paix	17

INTRODUCTION GÉNÉRALE : PETITE FICHE D'IDENTITÉ DU TCHAD

Superficie : 1 284 000kms²

Population : 11 039 873 habitants (avec un taux d'accroissement intercensitaire de 3,6%)

Densité : 8,6 habitants/ km²

Urbain : 21,9 % (dont 40% à Ndjamenà) rural : 78,1% de la population

Population nomade 3,4% - Réfugiés: 2,5%

50,6 % de la population a moins de 15 ans, les 15-24 ans représentent 17,5% de la population

IDH : 0,396 en 2015 - 186^{ème}/188 pays⁴

46,7% de la population sous le seuil de pauvreté⁵

Chiffres officiels de l'emploi⁶ :

Population active : population active : 61,8% de la population. Taux de chômage : 1,7%. Femmes : 1,4% Hommes 1,9%; 15-24 ans: 36,7 %.

Croissance économique : -7 % en 2016⁷

Santé et Education⁸ :

espérance de vie à la naissance : 52 ans ; taux alphabétisation (2009-2014) : 38%, taux net de scolarisation en primaire : 84% (2010-2014)



* Sauf précision complémentaire, tous les chiffres de cet encadré proviennent du dernier Recensement de l'Institut national de la statistique, des Etudes Economiques et Démographiques du Tchad RGPH2009 www.inseedtchad.com

4 Rapport National sur la Pauvreté Multidimensionnelle au Tchad, Août 2015.

5 PNUD, rapport sur le développement humain, 2016

6 Rapport National sur la Pauvreté Multidimensionnelle au Tchad, Août 2015, INSEED

7 Troisième enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT3) Juin 2013, INSEED

8 Perspective monde 2016

9 Unicef rapport 2016 La situation des enfants dans le monde

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

LE TCHAD, BERCEAU DE L'HUMANITÉ ?

Sur le plan démographique et dans une perspective anthropologique, le Tchad est un pays à peuplement très ancien. Selon certains spécialistes, en effet, le pays détient à ce jour la plus ancienne trace connue de l'espèce humaine. « Toumaï », un crâne fossile de primate découvert en 2001 dans le désert de Djourab au nord du pays, daté d'environ 7 millions d'années.

GÉOGRAPHIE « LE CŒUR MORT DE L'AFRIQUE »

Le Tchad est surnommé ainsi en raison de son enclavement au centre du continent africain et de son climat à majorité désertique. Il a pour pays limitrophes : le Soudan à l'est, la République centrafricaine et le Cameroun au sud, le Nigéria à l'ouest, le Niger au nord-ouest et la Libye au nord. Le pays bénéficie d'un climat tropical dans sa partie sud, et sahélien au centre. Au Nord prévaut un climat désertique saharien à pluviométrie réduite et instable, avec des vents en provenance de l'est et du nord-est. Le pays est un trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique noire, carrefour des caravanes transsahariennes et berceau des civilisations nomades.



* Photos : Massif montagneux du Tibesti, nord du Tchad / Erg du désert du Djourab, Tchad / (Photos libres de droit)

UNE ÉCONOMIE ESSENTIELLEMENT PRIMAIRE ET DÉPENDANTE DU PÉTROLE

Le Tchad s'étend sur une superficie de 1,3 million de km² pour une population estimée à 14,5 millions d'habitants. Sur le plan politique, le Tchad connaît un processus de stabilisation à partir des années 2000 qui fait suite à trois décennies de dictature (1960-1990 AVEC Hissen Habré). Pour autant le calme reste fragile avec de nombreuses agitations politiques et des coups d'états en 2006, 2008 et 2009 avortés avec un appui militaire extérieur et des réflexes ethnico identitaires des populations. Il est dirigé depuis 1990 par Idriss Deby Itno, qui a été réélu Président de la République pour la cinquième fois en avril 2016.

Le Tchad est un pays en développement dont l'économie reposait jusqu'au début des années 2000 principalement sur le secteur primaire (l'agriculture et les ressources minières d'exportation). Ce secteur occupe toujours les trois quarts de la population active du pays, de façon formelle comme informelle. L'agriculture (coton, céréales, gomme arabique, élevage, etc.), le secteur industriel (cimenterie, raffinerie, brasserie, etc.) et les services (banques, commerces, télécommunications, etc.) représentent respectivement 50 %, 15 % et 35 % du PIB.



L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole qui a débuté en 2003 (exploitation des gisements pétroliers à Doba dans le Sud) et a permis au pays de connaître une période de croissance rapide jusqu'en 2014 puis son effondrement qui a précipité le pays dans la crise et dans la dette publique (classé en 2015 dans les « Pays pauvres très endettés » par le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de Développement.)

Le contexte
socioéconomique du Tchad
est l'un des plus difficiles du
continent africain. Une
situation qui se répercute
sur le système éducatif.

Présentation du Tchad et éléments **d'actualités** : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tchad/presentation-du-tchad/#sommaire_2

Eléments économiques ; indicateurs et conjoncture :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TD/indicateurs-et-conjoncture>

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET L'URBANISATION AGGRAVENT LES INÉGALITÉS

Le Tchad se place parmi les pays africains dont le taux de croissance démographique est le plus élevé. Une des conséquences de cette contrainte démographique forte est que le système éducatif tchadien devrait continuer à faire face dans les années à venir à une demande élevée de scolarisation à tous les niveaux.

Et pourtant, comparé à sa superficie, le pays est faiblement peuplé. Cela s'explique aussi car le territoire du pays est occupé à 57% par le désert du Sahara où vit moins de 4% de la population.

La population est majoritairement rurale (78%) mais l'urbanisation est en nette progression.



La population urbaine à l'échelle nationale est passée de 10% de la population totale en 1960 à 40% en 2009¹. Le phénomène est stupéfiant pour la ville Ndjamena, capitale administrative et la plus grande ville de la république du Tchad, avec un taux d'accroissement annuel de la population de 5,1% dû à l'exode rural à cause des famines/conflits dans certaines zones (taux d'accroissement migratoire– 2,2%) associé à un accroissement naturel (2,9%) de la population dans la ville de Ndjamena, ce qui a entraîné une extension considérable mais peu maîtrisée.

Aujourd'hui, Ndjamena (20000 ha) abrite 8,6% de la population totale et 40% de la population urbaine du pays. Ndjamena est subdivisé en 10 unités administratives dénommées arrondissements et compte au total 64 quartiers.

Globalement l'urbanisation s'est faite de façon anarchique avec des quartiers informels qui se sont étendues à la périphérie et érigés sous forme d'habitats en tôles, précaires, en banco ou en briques. Cette extension ne s'est pas accompagnée du développement de structures et services de base pour les populations, et combinée à la croissance démographique et à la carence des moyens de l'Etat, elle rend plus compliquée encore l'accès à des installations essentielles (santé, éducation) qui se concentrent dans le centre-ville.

Il existe de fortes disparités en termes de répartition des richesses sur le territoire². Ainsi, si 46,7% de la population nationale se trouve en dessous du seuil de pauvreté, ce taux est de 11,0% à Ndjaména et de 28,8% dans les autres centres urbains, alors qu'il est de 52,2% dans le milieu rural. En effet, l'urbanisation s'est accompagnée d'une paupérisation et parfois même à accentuer des vulnérabilités chez les populations reléguées aux périphéries de la ville et de ses services de base. Dans ces quartiers déshérités, règnent violence, insécurité, banditisme. **La jeunesse** y est livrée à elle-même sans perspectives d'insertion économique et sans accès à des droits basiques.

LES JEUNES : LES PLUS TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE ET LE SOUS-EMPLOI

L'accroissement démographique a entraîné également une pression sur le marché du travail : entre 2003 et 2011, le pourcentage de la population en âge de travailler a augmenté de 6,1%, soit un taux supérieur à celui de l'accroissement démographique.

Ainsi, selon l'Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel, en 2011, le taux d'activité totale de la population était de 61,8% (77,1% chez les hommes/48,5% chez les femmes). Le secteur de l'agriculture emploie 75% de la population en âge de travailler.

Le taux de chômage pour les + 15 ans traduit les disparités entre les régions (4,6% en milieu urbain– 7,2% à Ndjamena) et 1,0% en milieu rural. En milieu rural, 45% des femmes ont une activité économique contre 36% en milieu urbain (67% et 77% chez les hommes).

Pour les 15- 24 ans, le taux de chômage s'élève à 25,9% soit seulement 1 jeune sur 4 avec un emploi. Ils sont également davantage touchés par le sous- emploi (32,5% en 2011).

¹ Recensement Général de la Population et de l'Habitat, Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques -www.inseedtchad.com

² Rapport National sur la Pauvreté Multidimensionnelle au Tchad, Août2015, INSEED www.inseedtchad.com



Un taux de chômage inversement proportionnel au niveau scolaire !

Le taux de chômage pour les personnes ayant le plus bas niveau d'instruction est de 1,0% alors qu'il atteint 4,0% pour ceux ayant un niveau secondaire, et 16,8% pour ceux ayant atteint le niveau supérieur.

L'éducation représente un investissement durable à long terme pour la jeunesse du pays (+60 % de la population) à la condition qu'elle soit adaptée aux compétences nécessaires pour demain et au marché de l'emploi.

UNE NOUVELLE CRISE EXOGÈNE : LES PROBLÈMES SÉCURITAIRES DANS LES PAYS VOISINS

Les effets de l'enclavement du pays sont accentués par l'instabilité régionale avec des crises humanitaires et politiques fréquentes mais aussi par les agissements de la secte Boko Haram.

D'où viennent ces tensions ?

- Les conflits intercommunautaires
- Le Darfour : région du Soudan : réfugiés soudanais et de retournés tchadiens vers le Tchad dans les environs de Tissi, dans la région du Sila, dans l'Est du pays
- La République centrafricaine : Il y aurait près de 70 000 réfugiés centrafricains et de retournés tchadiens.
- Boko Haram au Nigéria et dans le Nord du Cameroun
- La crise politique en Lybie (2011) environ 150 000 retournés tchadiens sont revenus au Tchad.

Le Tchad a été sollicité, début 2013, par le Mali pour une intervention militaire au nord du pays. Le Tchad est également fortement engagé dans le règlement de la crise du Sahel et participe aux côtés de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso et du Niger, à la Force conjointe du G5 Sahel. En 2015, trois attentats, les premiers de l'histoire du pays, attribués à Boko Haram, ont frappé N'Djaména, causant la mort de plusieurs dizaines de personnes.

La forte croissance démographique, la pauvreté endémique et les mouvements de réfugiés se répercutent violemment sur un système éducatif très faible qui peine à « recruter » des élèves, sous fond de chômage et de faiblesse du discours éducatif dans un pays où le secteur économique informel règne.

DES JEUNES QUI DONNENT DE LEURS VOIX !

Face à tous ces nombreuses imbrications d'inégalités, de tensions, la jeunesse (et pas que) s'élève et n'est pas inactive. Ainsi de nombreuses associations, collectifs citoyens et/ou étudiants, politisés, activistes ou militants font entendre leur voix, agissent via des communiqués, via les réseaux sociaux ou les journaux. Ils sont bien souvent inquiétés pour leur activisme, la pluralité politique n'étant pas toujours respectée au Tchad.



PARTIE 1 - L'EDUCATION, CLEF POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE AU TCHAD

L'éducation est non seulement un droit fondamental, comme le souligne la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen et la Convention internationale des droits de l'enfant, mais elle permet également d'accéder à tous les autres droits fondamentaux (UNESCO 2016) et est le **fondement de l'exercice** de la citoyenneté des individus.

Les preuves existent désormais de l'impact de l'éducation comme un instrument efficace pour lutter contre les inégalités. Elle est au cœur des stratégies de développement et entraîne de réels progrès sur la croissance économique, le progrès vers l'égalité, un meilleur état de santé, l'accès aux droits et tous les objectifs qui concourent au développement durable. Chaque année de scolarisation représente 10% d'augmentation du revenu potentiel d'un individu. A l'échelle nationale, chaque année représente une hausse de 1% du PIB. 700 000 cas de VIH pourraient être évités chaque année si tous les enfants recevaient une éducation primaire. (UNESCO rapport « Education counts »).

Il est donc nécessaire d'encourager une éducation de qualité gratuite et accessible à toutes et tous, objectif de longue date déjà adopté par les Etats en 2000 à Dakar au Forum mondial de l'éducation Pour Tous.

INTRODUCTION : UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE UNIVERSELLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR 2030

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030 ou « ODD » Objectifs de Développement durable. Ils font suite aux « Objectifs mondiaux pour le développement », qui étaient au nombre de huit et visaient des objectifs similaires.

C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats (les « 5 P »). Il porte une vision permettant de transformer notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable.

Les 17 Objectifs de développement durable, et leurs 169 cibles, ou sous-objectifs, forment le cœur de l'Agenda 2030.



Un ODD est dédié à l'éducation : l'Objectif 4 : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Il se décline en sous objectifs.

Plus complet que le précédent OMD 2, l'ODD 4 marque une avancée importante. Il incarne une vision élargie de l'éducation en mettant l'accent sur l'égalité homme-femme dans l'accès à l'éducation, la gratuité de l'éducation, la notion d'éducation inclusive et le continuum éducatif de la petite enfance à l'éducation tout au long de la vie.

5 thèmes principaux



L'inégal accès à l'éducation de qualité dans les pays les plus pauvres du monde est un frein au développement. Les populations les plus défavorisées sont confrontées aux difficultés les plus criantes en matière d'accès à l'éducation de qualité. Selon le dernier rapport de suivi de l'Education pour tous (UNESCO rapport mondial de suivi de l'EPT), dans le monde, les enfants les plus pauvres ont quatre fois moins de chances de fréquenter l'école que les enfants les plus riches et la probabilité qu'ils n'achèvent pas l'éducation primaire est cinq fois supérieure. Alors qu'un nombre sans cesse plus grand d'élèves accèdent à l'éducation depuis les années 2000, beaucoup sont encore laissés au bord du chemin. En 2015 selon l'UNESCO 58 millions d'enfants demeurent exclus de l'école. Les disparités entre les genres se creusent à chaque cycle du système d'éducation.

Dans le même temps si toutes les étudiantes et tous les étudiants dans les pays à faible revenu quittaient l'école avec des compétences de base en lecture, 171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté.

L'ODD 4 et le Cadre d'action « Education 2030 », qui orientent les politiques nationales et internationales en matière d'éducation, sont l'opportunité pour les pays les plus pauvres de mettre en place des systèmes éducatifs de qualité et justes, qui contribueront au développement et au bien-être des populations les plus démunies. Des efforts considérables sont nécessaires de la part des Etats eux-mêmes mais aussi de la communauté internationale au travers son aide internationale afin d'assurer la réalisation de cet agenda d'ici 2030.

LES ENJEUX DU RESPECT DU DROIT À L'ÉDUCATION AU TCHAD - RÉSUMÉ

Au Tchad, encore plus qu'ailleurs, l'éducation est cruciale pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités socio-économiques. Il est prouvé que le risque de pauvreté diminue de façon sensible avec l'augmentation de la durée des études. Pour un individu ayant effectué un cycle primaire complet, ce risque est de 43%, et il est estimé à moins de 20% chez eux qui parviennent à l'enseignement supérieur.

UN SYSTÈME ÉDUCATIF TRÈS FAIBLE

Le Tchad cumule tous les tristes obstacles au développement durable et à l'éducation pour tous et toutes. Pauvreté généralisée (la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) avec un des Indices de développement humain les plus bas de la planète et une espérance de vie de seulement 50 ans.

La pression démographique est prégnante (par rapport à la moyenne africaine) dans un contexte national de crises communautaires et de tensions ethniques et dans un ensemble régional instable avec des pays voisins en conflits, comme la Libye, la Centrafrique, le Soudan ou le Nigéria. Le pays est aussi en situation de crise humanitaire avec l'accueil de centaines de milliers de réfugiés d'Afrique centrale et du Darfour.

Malgré la priorisation de l'éducation par l'Etat grâce aux revenus de l'exploitation pétrolière, le système éducatif est très faible et la proportion d'enfants d'une génération qui accèdent un jour à l'école est seulement de 64%.

{ Près de la moitié des enfants et jeunes (6-24 ans) *n'a jamais été inscrite à l'école.* }

LA QUESTION DE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION RESTE UN ENJEU CRUCIAL

Loin d'atteindre les Objectifs de développement durable pour l'éducation fixés en 2015 pour 2030, le Tchad peine à atteindre l'ancien Objectif millénaire de l'éducation (de 2000) de la scolarisation primaire universelle : à peine 4 enfants sur 10 finissent un cycle complet de scolarisation primaire.

La question de l'accès à l'éducation reste un enjeu crucial et le nombre d'exclus n'a que peu évolué depuis 10 ans malgré des efforts de l'Etat de construction de bâtiments scolaires et de recrutement d'enseignants. Mais cela reste insuffisant notamment en milieu rural.

Par ailleurs, de nombreuses familles renoncent à l'éducation de leurs enfants par coût ou parce que le système éducatif formel ne répond pas à leurs attentes. Difficile de convaincre de l'utilité de l'éducation dans un pays où près de 80% de la population de 15 ans et plus est analphabète et où l'accès à l'école ne prévient pas du sous-emploi ou de la précarisation.

Les conditions matérielles de scolarisation et d'enseignement sont un des obstacles visibles à la scolarisation de tous : manque d'infrastructures, bâtiments délabrés (pour la moitié des écoles primaires), 1 manuel scolaire pour 3 écoliers... et de très fortes inégalités dans la répartition des moyens humains et des ressources. Certaines classes ont des effectifs pléthoriques et le ratio maître-élèves varie de 36 élèves pour 1 maître dans l'Ennedi à plus de 107 élèves dans le Kanem.

LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION EST TRÈS MÉDIOCRE

Les filles mais aussi les enfants et les adolescents des zones rurales sont les plus défavorisés, mais ce sont surtout les enfants des familles pauvres et très pauvres qui ont le moins de chance d'accéder à l'école ou d'y rester.

Dans ce contexte d'inégalités fortes et structurelles d'accès au droit à l'éducation, la qualité de l'éducation est très médiocre. En témoignent les forts et constants problèmes d'abandon et de



Photo 1 : copyright Salma Khalil



Photo 2 : copyright Salma Khalil

redoublement (un quart des écoliers du primaire redoublent) et ce à tous les niveaux de scolarisation.

Les taux de réussite particulièrement bas déjà en 2000 s'aggravent dans le temps. Seuls 38% des écoliers du primaire achèvent correctement ce cycle (contre 81% au Bénin) et la moitié d'entre eux sait lire aisément. Le pays est parmi les derniers des classements internationaux d'acquisition des connaissances élémentaires.

De surcroît, ceux qui sortent du système scolaire ne sont pas suffisamment préparés à affronter le marché du travail, très précaire et majoritairement informel.

Instabilité politique, sous formation des enseignants, développement d'écoles communautaires, contexte social fragile, tensions identitaires, l'éducation au Tchad est acculée de tous les maux. Pourtant les aspects positifs ici et là (éducation pour la paix ou réduction du risque de pauvreté selon le niveau d'instruction), portent à croire à l'importance de soutenir l'éducation publique et de tourner son regard vers ce pays oublié et surtout vers sa jeunesse.

PARTIE 2 - APPROFONDIR LES ENJEUX ÉDUCATIFS AU TCHAD

LE PROBLÈME DE L'ACCÈS ET DE LA GÉNÉRALISATION DU DROIT À L'ÉDUCATION À TOUS LES ENFANTS

La faiblesse de l'offre du système éducatif liée à la précarité des conditions d'encadrement dans les écoles explique qu'un grand nombre d'enfants ne fréquentent pas les écoles, soit parce qu'ils n'y sont jamais entrés, soit parce qu'ils ont dû les abandonner avant d'avoir eu une éducation de base suffisante.

Les taux nets de fréquentation dans l'enseignement sont relativement faibles, près de la moitié des enfants en âge d'être scolarisés ne fréquentent pas l'école³ : 50,9%, un taux davantage plus faible pour les filles (47,8% que les garçons 53,8%).

Ainsi, 60% des femmes et 44% des hommes n'ont jamais fréquenté l'école, et ce taux est davantage élevé en milieu rural (65% des femmes et 50% des hommes) qu'en milieu urbain (40% et 26%). Cette faible fréquentation se traduit dans les taux faibles d'alphabétisation surtout chez les femmes : pour la tranche d'âge 15-49 ce taux est de 54% chez les hommes et 22% chez les femmes (respectivement 47% et 14% en milieu rural, et 78% et 44% en milieu urbain).

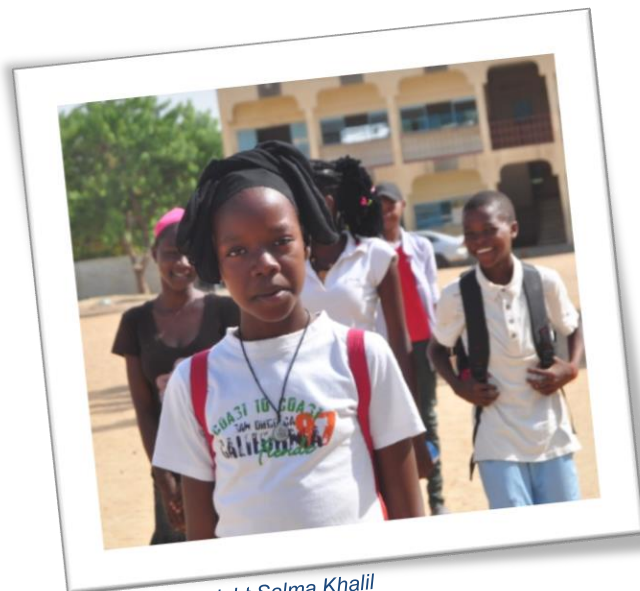


Photo 3 : copyright Salma Khalil

LES FILLES MOINS SCOLARISÉES QUE LES GARÇONS

Globalement, les filles sont moins scolarisées que les garçons et elles quittent aussi prématurément le système scolaire, ce qui creuse davantage les inégalités avec les niveaux éducatifs.

Une fille a 50% de moins de chance qu'un garçon d'aller à l'école. De plus on sait que les parents déscolariseront en premier choix leur fille plutôt que leur garçon.

De ce fait leurs chances de réussite sont amenuisées : une fille inscrite à l'école a 62% de chances en moins de terminer le primaire comparativement à un garçon.

³ Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples au Tchad (EDS-MICS) –2014-2015 INSEED 2016



L'ÉDUCATION, CATALYSEUR DES INÉGALITÉS SOCIALES ET DE RÉSIDENCE ?

Un autre facteur fort dans l'inégalité d'accès à l'instruction, avec le sexe ou la capacité financière de la famille, est la région ou le lieu de résidence.

La probabilité pour un enfant habitant en milieu rural d'accéder à l'école est de 32% inférieure à celle d'un enfant vivant en milieu urbain.

En milieu rural, 88% des enfants de moins de 15 ans ayant quitté l'école ont au maximum le niveau CE2. En milieu urbain, c'est encore 79% des jeunes de moins de 15 ans ayant quitté l'école qui ont au mieux ce niveau.

En cumulant tous les facteurs discriminants, les filles les plus pauvres et résidant en milieu rural ont peu de chances d'accéder et de finir un cycle d'études.

LE COÛT ET LES CONDITIONS MATÉRIELLES SONT DE VRAIS FREINS À L'INSTRUCTION

Les conditions matérielles de scolarisation comptent parmi les trois facteurs de décision pour les familles de ne pas scolariser leurs enfants.

Les autres facteurs étant : le sentiment des familles que l'école ne répond pas à leur réel besoin (9% des familles pointent « l'inutilité de l'école » et plus de 43% affichent une défiance vis à vis de l'école !) et le coût des services éducatifs.

Les parents et les familles sont les premiers investisseurs dans l'éducation au Tchad. **D'après les données du Pôle de Dakar UNESCO, les ménages représentent en moyenne 60% des dépenses courantes (fournitures, frais de scolarité) nationales d'éducation (Etat + ménages) et jusqu'à 90% en cycle secondaire.** Leur implication financière est louable mais elle relève aussi la carence de l'Etat à financer durablement et de manière équitable son système d'éducation.

UN MANQUE D'INFRASTRUCTURES ET DE FOURNITURES CRIANT

Il y a un manque d'infrastructures et de matériel criant dans les écoles et quand il y en a, elles ne sont pas allouées de manière adéquate :

- Absence généralisée de manuels scolaires qui pénalise les apprentissages

La moyenne est de 1 manuel scolaire pour 3 écoliers ; dans 42% des classes de CP2, aucun élève ne possède de manuel de lecture. Le chiffre s'élève à 49% en ce qui concerne le manuel de calcul : 1 enfant sur 2 ne possède pas de livre de calcul !

Cette absence de supports éducatifs est encore plus visible dans les écoles communautaires.

- **Manque d'infrastructures et beaucoup d'entre elles sont en très mauvais état**

Au primaire, cela concerne 53% des classes des écoles publiques et 86% des écoles communautaires.



- Eloignement des structures

63% des 6-15 ans mettent en moyenne 20 minutes pour rejoindre son école (étude ECOSIT 3) mais encore 30% plus de 30 minutes. La distance et le trajet nécessaire pour atteindre l'école est un obstacle à prendre en compte dans l'abandon, le renoncement à l'école.

Globalement, les écoles communautaires sont encore plus démunies que les écoles publiques.

Les familles et communautés compensent la faiblesse de l'investissement public en développant des écoles privées communautaires où elles prennent en charge le recrutement et le « salariat » d'enseignants.

« Certains de nos amis ne vont pas à l'école parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les y envoyer et ce n'est pas normal ! Ceux qui vont à l'école prennent du retard à cause des grèves des enseignants, les conditions d'hygiène sont difficiles, et il y a trop d'élèves par classe. Nous voulons que l'école soit gratuite, plus proche de nos habitations et que les enseignants soient payés de façon qu'il n'y ait plus de grèves. »

Journée Mondiale de l'Enfance 2017 : Déclaration des enfants du Tchad⁴.

LA QUESTION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION EST ÉGALEMENT POSÉE

Cf. tableau ci-dessous

Les indicateurs quantitatifs de l'éducation au Tchad confirment bien une progression des taux de recrutement et de scolarisation, ainsi que la progression de scolarisation des filles. Cependant rapprochés à des moyennes régionales ou de pays voisins, le Tchad a encore de grands défis de couverture scolaire et d'équité de l'offre.

Les écoles dites « incomplètes » illustrent bien cette difficulté voire singularité du Tchad à assurer une scolarisation universelle primaire : ce sont des écoles qui n'offrent pas un ou plusieurs niveaux au sein de leur structure.

Indicateur	2000	2005	2015
Taux brut de Scolarisation (TBS) au primaire	68%	78,1% (2004)	92%
Taux brut de Scolarisation (TBS) au secondaire	14,6%	20,6%	28,5%
Indice de parité entre les sexes (IPS) au primaire	0,61	0,67	0,73 (2012)
Part d'écoles incomplètes au primaire	—	42,1 %	49,4%

Concernant la qualité, les indicateurs sont explicites révélant un système peu efficient pour les apprentissages et le devenir des élèves ayant la chance d'être scolarisés. Ils révèlent aussi contrairement aux indicateurs sur l'accès le peu/ la faible progression sur les 15 dernières années.

⁴ <https://tchadinfos.com/tchad/journee-mondiale-de-lenfance-declaration-des-enfants-du-tchad/>



Indicateurs	2000	2004	2013
Part des redoublants au primaire	24,6%	24,8%	24,9%
Taux d'achèvement du primaire	22,4%	37,8%	41,4%
Taux de survie en dernière année du primaire	—	40%	23%

L'espérance de vie scolaire est de 6, 9 ans au Tchad (déf : nombre d'années qu'une personne en âge d'entrer à l'école peut s'attendre à consacrer aux niveaux spécifiés) (IPPE Unesco, 2017). Ce chiffre est en hausse constante mais reste bas par rapport aux autres pays d'Afrique Subsaharienne.

Seulement 47% des adultes ayant suivi un cycle primaire complet savent lire aisément au Tchad, alors que ce chiffre est en moyenne de 63% en Afrique subsaharienne. Les enfants de moins de 15 ans ayant quitté l'école ont un niveau éducatif très faible.

Seuls 38% des écoliers du primaire achèvent correctement ce cycle (contre 81% au Bénin).

Part d'élèves en dessous du seuil suffisant de compétences : (ISU Unesco G5S) (2013)
- en français : 84,3% - en mathématiques 81%

Pire, les données ne montrent pas de corrélation entre les moyens mis à disposition des écoles et les résultats scolaires, ce qui interroge clairement l'utilisation du financement de l'éducation et des ressources attribuées par l'Etat mais aussi la gestion du système.

DES ENSEIGNANTS PEU QUALIFIÉS ET PEU FORMÉS

On compte une moyenne de 57 élèves pour 1 enseignant dans le primaire (UNESCO IPPE) mais le ratio maître- élèves est très variable selon les lieux : de 36 élèves pour 1 maître dans l'Ennedi à plus de 107 élèves dans le Kanem. Les effectifs dans certaines écoles sont pléthoriques et l'affectation des enseignants est peu cohérente avec les besoins des écoles.

62% des enseignants n'ont pas de formation professionnelle en primaire (niveau où le peu de qualification est le plus fort).

La prise en compte des enseignants communautaires dans ces calculs et les données de l'UNESCO mettent en évidence « la quasi impossibilité de l'enseignement primaire à fonctionner sans la présence d'enseignants communautaires ». Cette forte présence d'enseignants non qualifiés et d'enseignants communautaires non fonctionnaires pour combler les manques de personnel interroge fortement sur la politique engagée par l'Etat qui ne mise pas sur la qualité et la qualification des personnels pour améliorer la qualité de l'éducation déjà déplorable.

UNE PRIORITÉ NATIONALE : L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES

Au Tchad plus de deux tiers de la population sont analphabètes (77% de la population totale). Cette situation incompatible avec les objectifs de réduction de la pauvreté a poussé le gouvernement tchadien à intégrer l'alphabétisation dans ses priorités éducatives.

Cependant faute de moyens, il délègue majoritairement les activités d'alphabétisation à des partenaires non étatiques ou des acteurs associatifs.



En plus des adultes, il peine à développer pour les jeunes gens non scolarisés ou décrocheurs (les 9-14 ans) « une offre éducative complémentaire au système formel : l'Éducation de Base Non Formelle » (République du Tchad, Stratégie Intérimaire Pour l'Education et l'Alphabétisation, 2013-2015, juillet 2012). Cela se matérialise par la construction et l'équipement de centres pilotes d'expérimentation d'éducation de base non formelle dans les zones de fortes concentrations des jeunes non scolarisés, déscolarisés et ou en situation particulièrement difficile ; le développement de passerelles avec l'éducation formelle : comme « l'enseignement moyen » pour les enfants de moins de 14 ans ayant achevé avec succès leur formation.

L'EDUCATION AU CŒUR DES TENSIONS ET DES CRISES

La majorité des écoles se situent dans les régions à risque. Les risques de crise les plus courants qui affectent les écoles sont les vents violents, les pluies, la crise alimentaire, les déplacements de population, et les conflits armés et intercommunautaires.

- Enjeux climatiques et alimentaires

Pouvoir se nourrir ou/ pour aller à l'école, c'est une cause majeure d'abandon scolaire. Les trois quarts du territoire tchadien sont situés en zone aride. Les zones sahélienne et saharienne sont les plus exposées aux phénomènes de sécheresse. Chaque épisode de sécheresse peut précipiter le pays dans la crise alimentaire, alors que la plupart du pays vit de l'agriculture de subsistance. Le pays est également fortement exposé aux inondations, particulièrement dans les régions centrales.

➔ **Thématique connexe : Changement climatique**

LES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES ET LA QUESTION DES RÉFUGIÉS : L'ÉDUCATION AU SERVICE DE LA PAIX ?

Le Tchad de culture tribale est rongé par des conflits entre les communautés du Nord (majoritairement musulmanes et pastorales) et du Sud (majoritairement chrétiennes) pour la possession des terres et la gestion des ressources naturelles ou l'accès à l'eau (puits), notamment entre les éleveurs (et même entre communautés d'éleveurs) et les agriculteurs, les urbains et les populations rurales isolées, ou les communautés nomades... Cette violence est instrumentalisée par les chefferies, les responsables politiques et religieux.

Depuis son indépendance en 1960, le pays a connu une succession de crises politiques structurelles. Les stigmates des guerres civiles (la dernière a pris fin en 2010 opposant les forces militaires du gouvernement et de nombreux groupes rebelles) sont toujours visibles avec des réflexes de replis communautaires, même au sein des enfants et des plus jeunes. Les rivalités identitaires sont ancrées dans la culture et semblent alimenter un cercle vicieux, souvent jusque dans le cadre de l'Ecole où se côtoient différentes ethnies ou entre élèves des communautés nomades, écoles coraniques arabophones et écoles chrétiennes...



LE TCHAD, PARMI LES PAYS QUI ONT ENREGISTRÉ LES PLUS FORTS PROGRÈS VERS LA PAIX

Par ailleurs l'afflux de réfugiés lié à l'insécurité chronique de la zone Sahélienne, crise libyenne, tensions au Soudan et au Darfour se répercutent sur la vulnérabilité du contexte social et politique tchadien. L'école doit pouvoir aussi accueillir les enfants réfugiés et déplacés dans des écoles aux capacités d'accueil limitées et aux conditions matérielles vétustes.

D'après le rapport d'état sur le système éducatif national de 2016, un peu plus de 4% de élèves scolarisés dans le pays sont des enfants réfugiés en provenance des pays limitrophes.

L'éducation a un rôle majeur à jouer pour apaiser ces tensions ancestrales et construire la paix, avec l'ensemble de la société civile tchadienne, dans sa diversité. Les preuves existent sur les effets de l'éducation sur la stabilité d'un pays et à la diminution du risque de conflits : une année d'école a le même effet stabilisant qu'un taux de croissance annuel de 5%. Même s'il n'y a pas d'éducation à la paix ou d'entrées similaires dans les programmes scolaires formels tchadiens, une prise de conscience se développe dans les écoles, les centres culturels, parmi les éducateurs, les associations. Ils y proposent jeux, théâtre forum afin de débattre du multiculturalisme de la société et d'apprendre l'altérité. Selon le Global Peace Index, le Tchad se situe parmi les pays qui ont enregistré les plus forts progrès vers la paix, avec la Géorgie et Haïti.